

n°285 23/01/2009 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIVES

VIVE LA GRÈVE



ils font des bénéfices,
ils s'engraissent,
ils polluent.

Ils nous mentent,
ils nous exploitent,
ils "nous spolient".

Ils ne donnent rien, ils cèdent.

La grève est un outil de
défense et de conquête.

C'est un droit!



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

JJ.Boislaroussie, B.Caron, J.Douillard,
D.Epsztajn, P.Jouvret, JL.LeBourhis, A.Marcu,
B.Riondet, E.Vieille-Blanchard et P.Zarifian,

Edité par la SARL SECA
(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Merleux

Imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : www.alternatifs.org



ABONNEMENT

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER

ABONNEMENT
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

50 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et Vert journal.

Écrivez à : Rouge et Vert journal, 40, rue de Malte 75011 Paris

L'ET LA LETTRE DES RELIG ALTERNATIFS

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS
A ROUGE ET VERT*

LA POSTE EST A NOUS, PAS AUX SPECULATEURS.

En décembre dernier, à quelques jours d'intervalle, Sarkozy aidait les banques à hauteur de 10,5 Milliards d'Euros et se prononçait pour la privatisation de La Poste, au nom d'un besoin de financement de 2,5 à 3 milliards d'euros. Avec ou sans prétexte sérieux La Poste est donc livrée aux spéculateurs, les déboires de la Caisse d'Épargne augurant son avenir .

Parce que cette privatisation tourne le dos aux besoins de la population nous luttons pour garder le service public postal. En période de krach financier ce service public est une alternative dont il faut s'inspirer.

L'afflux de versements , parfois importants, sur les Livrets A en plein «krach financier» a mis en relief la confiance de la population, persuadée qu'à La Poste , banque publique, son argent était à l'abri des soubresauts de la finance. Cela aurait du dissuader de la privatiser. C'était sans compter avec un gouvernement qui non seulement donne aux banques mais qui se vante d'être un bon boursicoteur: «Il y a t il parmi vous quelqu'un qui a placé ses économies à 9%? Eh bien nous l'avons fait avec les banques» fanfaronne Sarkozy.

Les dirigeants de La Poste, en bons disciples, deviennent plus gourmands que jamais. Reprendre la Banque Palatine, récupérer Dexia, entrer en partenariat avec la Caisse d'Épargne dans Natixis : ils font feu de tout bois. Les cibles convoitées: Dexia mouillée jusqu'à la faillite dans la spéculation, Natixis secoué par toutes les crises ou scandales financiers, ne laissent aucun doute quant au futur de La Poste. Comme la Caisse d'Épargne, elle aura ses traders fous, sera fragilisée par tous les soubresauts du marché. A vrai dire, en dépit de l'ébranlement du capitalisme financier, en dépit des odes au «capitalisme moralisé», l'offensive pour s'approprier et marchandiser tous les aspects de la vie continue.

Comme nous refusons de payer la crise, nous combattons la liquidation du service public postal. Même dégradé il reste un outil de solidarité entre les territoires, un frein à la dislocation de la société en permettant à tous un moyen de paiement bancaire, entres autres choses. Mais il ne peut être gardé qu'à condition de le reconquérir sur un Etat saboteur.

Cela passe par une dynamique d'intervention des usagers et des salariés prenant en compte l'utilité sociale et écologique. C'est tout l'enjeu du débat public que nous souhaitons contribuer à développer à travers les collectifs locaux et le collectif national pour la mobilisation contre la privatisation, pour un débat public et le référendum. sur un service public postal. Seul ce débat public et les mobilisations peuvent changer le cours des choses et donner les pistes d'un développement et d'une transformation du service public postal.

La réintégration en son sein de la Banque postale est indispensable commé élément d'une appropriation publique du système de crédit.

LA POSTE EST A NOUS ET LES BANQUES DOIVENT L'ETRE AUSSI. ■

Jean-Louis LE BOURHIS

Le chômage explose, les chômeurs aussi.

Vous avez beau être attentifs à l'actualité des négociations UNEDIC et au refus de signature par la plupart des syndicats, ce qui s'est passé vous a peut-être échappé.

Le 6 décembre, 5.000 chômeurs, précaires, intermittents et de nombreux soutiens étaient dans la rue à Paris, la plus grosse manifestation depuis des années. Le 9 la négociation a commencé sur la base de texte présenté par le MEDEF, qui, en pleine crise et les comptes de l'UNEDIC étant excédentaires avait pour objectif la baisse des cotisations !

Toutes les mesures du projet d'accord découlaient de cette priorité du patronat, c'est un marché de dupes entre les annonces et les effets réels. Rappelons que les chômeurs sont classés en 8 catégories (profils) Un exemple, "cat.3": si vous êtes viré à plus de 50 ans (au lieu des 24 mois travaillés, 24 mois indemnisés, durée maximum) vous devrez avoir travaillé 36 mois sur 36 pour avoir les mêmes droits. Immédiatement cela diminue de 1 à 9 mois la durée d'indemnisation pour plusieurs centaines de milliers de personnes !!!

Et puis en "vrac":

-Pas de prime forfaitaire pour les moins de 25 ans, qui ne bénéficieront pas non plus du revenu de solidarité active (RSA, dispositif lui-même toujours pas réglé.)

-Pour les salariés multi-employeurs il n'y aura pas de prise en compte de toutes les périodes d'affiliation et pas de système de cotisation tenant compte d'un taux de précarité.

Une multitude de mesures sont liées: l'ORE (Offre Raisonnable d'Emploi), la directive "Droits et Devoirs", la fusion "Pôle emploi", les attaques contre la formation (licenciements à l'AFPA). Toutes contribuent à faire sortir le maximum de chômeurs du régime d'assurance-chômage pour les orienter vers les minima sociaux, RMI/ASS/RSA, à la charge des... collectivités locales. Il n'y aura toujours qu'un chômeur sur deux indemnisé. Dans le même temps, nous avons pu constater les cadeaux faits au patronat, un exemple peu remarqué : le report d'augmentation de la cotisation retraite vieillesse, soit 1,8 milliard d'euros par an.

Toutes les associations de lutte contre le chômage sont en lien permanent, se coordonnent avec les syndicats de salariés ANPE. Nous savons que des mesures équivalentes, voire plus désastreuses, sont prises partout en Europe. Les organisations de chômeurs défilent le 29 janvier avec les autres organisations de "sans".

Alain MARCU

Un bouclier social face à la crise !

La crise économique due au délire spéculatif du capitalisme entraîne d'ores et déjà un accroissement rapide du chômage : on annonce des centaines de plans de licenciements, tandis que les CDD et les missions d'intérim ne sont plus renouvelés. 2009 verra un terrible recul de l'emploi et un chômage massif.

C'est dans ce contexte que syndicats et patronat semblent sur le point d'aboutir à un accord sur le renouvellement de la convention d'assurance-chômage, qui va régir les conditions d'indemnisation pour les deux ans à venir. L'enjeu est donc d'une importance cruciale pour les salariés et les futurs chômeurs. Or, que prévoit la future convention telle que proposée par le patronat ? Le Medef, soutenu par MM. Sarkozy et Fillon, a obtenu deux de ses objectifs : la création d'une filière unique d'indemnisation, et l'annonce d'une baisse des cotisations d'assurance-chômage au 1er juillet 2009.

Certes la durée d'affiliation ouvrant droit à l'indemnisation serait réduite à quatre mois sur une période de référence portée à 28 mois (mais six mois sur 12 si le chômeur a entre temps retrouvé un emploi), ce qui ferait indemniser 100000 chômeurs de plus par an; mais les durées d'indemnisation sont revues fortement à la baisse au-delà de 15 mois d'affiliation : alors que, par exemple, l'actuelle filière III (16 mois travaillés sur 26, soit 41 % des indemnisés) prévoit 23 mois d'indemnisation, la filière unique repose en effet pour la première fois sur le principe "un jour cotisé = un jour indemnisé", beaucoup plus défavorable aux chômeurs de longue durée.

Quant à la prime de 300 euros un temps annoncée pour les jeunes de moins de 25 ans (exclus du RMI et du futur RSA), il n'en est plus question, si dérisoire pouvait-elle apparaître quand on connaît la précarité des jeunes et leur faible accès à l'indemnisation du chômage.

Le chômage est très mal indemnisé en France. Moins de la moitié des chômeurs inscrits à l'ANPE touchent une indemnité, et pour des montants plus faibles et des durées plus courtes que dans de nombreux autres pays européens. Les primo-demandeurs d'emploi, les précaires aux périodes d'emploi trop courtes, en sont exclus, alors même que les CDD représentent les 3/4 des embauches, pour une durée moyenne d'un mois et demi. En dehors du régime d'assurance-chômage, les minima sociaux condamnent à l'indigence : l'allocation de soli-

darité spécifique est de moins de 15 euros par jour, le RMI de 394 euros par mois.

Si la convention UNEDIC reprenait les propositions du MEDEF, les chômeurs basculeraient plus rapidement dans la misère. A terme le "modèle social" visé est clair: le RSA va encourager les entreprises à offrir des petits boulots; l'obligation d'accepter toute "offre raisonnable d'emploi" va contraindre chômeurs et anciens RMIstes à les accepter. Cette pression, renforcée par le gonflement d'un chômage de masse, va encore peser davantage sur les salaires de tous.

Or cette crise n'est pas due à quelques spéculateurs irresponsables, mais fondamentalement à la compression des salaires et à l'explosion des profits au cours de ces vingt dernières années, qui a conduit à un recul de dix points de la part des salaires dans la valeur ajoutée nationale. Ce sont ces profits non réinvestis qui sont allés nourrir la spéculation. Il serait injustifiable, tant au plan moral qu'économique, que les salariés en poste ou au chômage fassent aujourd'hui les frais de cette crise. En France, partout la colère gronde. La manifestation du 6 décembre appelée par les associations de chômeurs a rassemblé bien plus de monde que les années précédentes. Le spectacle de l'enrichissement de quelques uns, des énormes bénéfices des multinationales, des plans de sauvetage multimilliardaires, devient intolérable dans un contexte d'appauvrissement général. Nous n'accepterons pas de nouveaux reculs des solidarités, facteurs de crise aggravée. Chômeurs, précaires, salariés doivent bénéficier aujourd'hui d'un véritable bouclier social, financé par un nouveau partage des richesses.



Les licenciements doivent être interdits dans les entreprises qui font des bénéfices et chez leurs sous-traitants. Pour éviter les licenciements, les entreprises doivent réduire le temps de travail ; en cas de faillite, les salaires des licenciés doivent être maintenus grâce au produit d'une taxe sur les dividendes abondant un fonds patronal.

Pour empêcher une flambée de la misère, les allocations de chômage doivent être augmentées et leur durée prolongée jusqu'à retrouver un emploi librement choisi. Il faut indemniser toutes les formes de chômage et de précarité (intérimaires, intermittents, saisonniers, stages, temps partiels imposés...), ainsi que les primo-demandeurs d'emploi. Un revenu décent et la continuité des droits sociaux doivent être garantis pour tous. Il est particulièrement urgent de relever fortement les minima sociaux (RMI, API et revenu minimum garanti du RSA, AAH, ASS...).

Pour éviter une explosion du nombre de SDF, il faut bloquer les loyers, arrêter les expulsions locatives et réquisitionner les logements vides, engager immédiatement un plan de construction massive de logements sociaux. Supprimer le bouclier fiscal, interdire l'évasion vers les paradis fiscaux, instaurer une politique fiscale redistributive et la taxation du capital et des transactions financières: personne ne peut plus le nier, on peut trouver rapidement les ressources pour bloquer l'effondrement économique et social qui menace. ■

Annick COUPÉ (Solidaires), Thomas COUTROT (ATTAC), Marc DESPLATS (MNCP), Michel HUSON (ATTAC), Evelyne PERRIN (AC !), Philippe VILLECHALANNE (APEIS)

SOCIAL

29/01/09

29 janvier

Exutoire ou début d'une mobilisation prolongée ?

Dans nombre de syndicats de la Poste et de France Télécom le débat fait rage. Réussir le 29 janvier, oui bien sûr. Mais ce n'est pas à l'ampleur des manifestations que se mesure in fine la réussite d'une mobilisation syndicale mais à la satisfaction des revendications. Et de ce point de vue le constat est quasi-unanime dans les équipes syndicales CGT et Sud, une journée de grève ne suffira ni pour voir Sarko rembarquer sa morgue et mettre la pédale douce sur ses contre-réformes ni pour mettre un coup d'arrêt aux suppressions de postes et aux restructurations.

Dans ces deux entreprises issues de l'ex-ministère des PTT, où le syndicalisme a souvent conservé un cadre commun, l'optimisme n'est non seulement pas de rigueur mais salarié-e-s et syndicalistes sont quotidiennement confrontés à des réorganisations qui aggravent les conditions de travail, suppriment des emplois et dégradent ce qui, à la Poste, reste de service public. Mais le lien entre la résistance quotidienne et la mobilisation interprofessionnelle du 29 janvier n'est pas spontanément perçu par des salarié-e-s qui ont conscience d'avoir souvent contribué à la visibilité des manifestations interprofessionnelles

... mais en même temps de n'avoir guère enrayé les projets de privatisation et de réorganisations libérales. Alors, journée pour rien ? Peu se risquent à l'affirmer, car beaucoup ont conscience que c'est bien à une offensive globale contre l'emploi, le pouvoir d'achat, la santé, l'école, les services publics que nous sommes confrontés, mais cela ne suffit pas à dissiper un certain malaise sur l'efficacité d'une 24 heures et des 24 heures à répétition.

C'est sans doute au sein des équipes Sud que le débat est le plus explicitement posé, car cette conscience des limites du syndicalisme d'accompagnement y fait depuis longtemps consensus. Alors, appeler concrètement à reconduire la grève le 30 janvier ou continuer d'expliquer la nécessité d'un mouvement prolongé ? A l'issue d'une consultation de tous ses syndicats, la décision a été majoritairement prise par la fédération SUD PTT de ne pas déposer de préavis reconductible tant à la Poste qu'à France Télécom. Mais cette décision n'empêche nullement chacun des syndicats de faire le choix inverse. C'est dire que le débat va continuer et qu'il est souhaitable qu'il soit publiquement posé et débattu avec l'ensemble des salarié-e-s et des syndicats. Car si la baisse du pouvoir d'achat, très majoritairement vécue par nombre de salarié-e-s et leurs familles, complique un peu plus le fait de convaincre les collègues de se lancer dans une grève longue, chacun-e constate surtout que ce n'est pas le choix commun qui est posé par les confédérations syndicales et qu'une grève isolée et dans la division syndicale ira droit dans le mur.

De tels débats ne sont pas nouveaux dans le mouvement syndical et ouvrier, mais l'absence d'alternative politique à gauche leur donne encore

plus d'acuité. Que penser ainsi des déclarations largement similaires de Chérèque (CFDT) et d'Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée Nationale, condamnant publiquement le syndicat SUD rail pour avoir soutenu la colère des cheminot-e-s de la gare Saint Lazare après l'agression d'un des leurs et organisé une grève totale qui a contraint la direction de la SNCF à satisfaire à peu près toutes les revendications locales posées depuis des mois, si ce n'est non seulement qu'elles n'honorent pas leurs auteurs mais qu'elles discréditent profondément leurs organisations. Ces hommes-là ne savent plus ce qu'est la lutte de classes au point de ne pas se rendre compte qu'ils accompagnent ainsi Sarko et le président de la SNCF dans leur volonté de limiter le droit de grève au nom de la « liberté des usagers ». Qui peut croire que de tels responsables, si prompts à dénoncer une grève localisée qui s'est vue – et qui effectivement a apporté une gêne à de nombreux usagers – mais une grève qui a gagné et qui, plus que tous les discours, va contribuer à un mieux relatif pour les salarié-e-s et les usagers des transports, oui qui peut croire que de tels responsables souhaitent que la mobilisation sociale se généralise et mette en échec Sarko et le MEDEF ?

Contrairement à ce que beaucoup proclament, un grand nombre de salarié-e-s ont aujourd'hui une conscience aigüe du vide politique à gauche et de la nécessité de créer un rapport de force social dans la durée. Et que si cela passe par la réussite de la journée du 29 janvier, la question de sa suite est décisive. ■

Julien DOUILLARD
(salarié et militant Sud à France Télécom)

COORDINATION DES ALTERNATIFS

LE DIMANCHE 8 FEVRIER

**40, rue de Malte Paris 11eme (m° Oberkampf)
de 9h à 16h**

A l'ordre du jour

- Initiatives des Alternatifs
- Université d'été 2009
- Premier bilan et perspectives de la Fédération
- Elections européennes, rencontres avec NPA, PCF, PG,
- Processus de décision militante au sein des Alternatifs.

Un profond ébranlement du capitalisme

La référence à la crise est sur toutes les lèvres. Les gouvernements et les experts en tous genres, relayés par les médias, nous indiquent que la crise est grave, appelant des mesures fortes.

Mais quand on examine avec précision ce qu'ils proposent, on voit que :

- L'analyse de la crise reste complètement superficielle. Elle serait née d'un excès de placements de "titres pourris" au sein des marchés financiers, et, après diffusion dans l'économie dite "réelle", elle prendrait le caractère d'une simple crise cyclique de courte durée. On nous dit que l'année 2009 sera difficile, mais que la reprise sera amorcée dès 2010, sous l'impact, en particulier, des plans de relance. Une crise sévère, mais qui n'est pas profonde : voici ce que l'on cherche à nous faire croire. Bien entendu, en indiquant qu'elle est sévère, on justifie à l'avance tous les effets sociaux de la crise et des plans de relance : aggravation brutale du chômage, appauvrissement des populations, forte montée des impôts, etc. Mais en indiquant qu'elle sera courte, on laisse croire qu'il ne s'agira que d'un moment difficile à passer...

- Le contenu des plans de relance est sidérant : rien qui concerne les fondements et le fonctionnement du système économique actuel. On se contente, pour l'essentiel, d'une relance quantitative : davantage de dépenses publiques, une aide conjoncturelle directe aux entreprises et secteurs les plus touchés, une "touche écologique" pour faire bien, aux Etats-Unis, un coût de pouce (très coûteux) au revenu de 90% des Américains pour relancer temporairement la consommation et une énorme garantie donnée pour que le secteur bancaire et financier ne s'écroule pas. En clair : strictement rien qui modifie le fonctionnement du système économique actuel. Rien qui ne s'attache aux causes de la crise. Alors que des sommes colossales sont mises en jeu.

- Ces plans de relance se paient d'une montée inédite des déficits publics, qui, dans les toutes prochaines années, vont peser très lourd dans la montée obligatoire de la fiscalité et dans la réduction drastique des possibilités d'action des Etats. Avec comme perspective une grande crise financière des Etats (qui, déjà, pour les plus fragiles d'entre eux, peut se traduire par un effondrement brutal de la valeur de la monnaie, retrouvant les pires moments de la crise de l'entre deux guerres).

Donc : aucune analyse sérieuse de la "crise" et des décisions prises qui vont se révéler dramatiques.

Il y a une sorte de folie dans la fuite en avant dans des dépenses publiques considérables, simplement destinées à maintenir à flot un système économique profondément malade, que l'on garde pour l'essentiel intact en vertu de la croyance aveugle dans le caractère cyclique – donc rassurant – de la crise !

Les causes de cet ébranlement.

La réalité est très différente de ce qui est dit. Nous sommes engagés dans un véritable ébranlement de tout le système économique et social mondialisé, tel qu'il s'est mis en place et développé depuis les années 1983-84, c'est-à-dire depuis un quart de siècle. Voilà ce que les gouvernements et experts refusent de voir. C'est bien davantage qu'une crise, même si ce mot reste commode pour en parler.

La cause centrale : depuis le début des années 80, deux processus ont été initiés puis largement développés, inscrits en profondeur dans la nouvelle structuration du capitalisme mondial. Deux processus, largement opposés, qui sont, actuellement, entrés en brutale collision.

Le premier, le plus connu et évident, a été une véritable flambée du capital, que le capitalisme n'avait jamais connu auparavant, tant dans son ampleur que dans ses modalités. Cette flambée a concerné toutes les formes de capitaux : celui des grandes firmes en voie de mondialisation, celui du capital bancaire, celui, enfin, du capital financier, qu'il est plus rigoureux d'appeler : capital de placement. Elle a été soutenue, depuis un quart de siècle, pour tous les gouvernements successifs, quels que soit les pays et les couleurs politiques. Très rapidement, le grossissement spectaculaire du capital mondialisé, sous toutes ses formes, a posé problème : il s'est formé un excédent de capitaux les plus liquides possible et en attente de très hauts rendements, tel, qu'au lieu de soutenir la croissance économique, il l'a affaibli.

Le second grand processus est lui aussi largement connu : la compression du revenu salarial, qui débouche actuellement sur un appauvrissement des salariés et sur une montée inquiétante de la pauvreté proprement dite, montée en intensité et nombre de personnes concernées, et ceci dans les pays centraux les plus développés.

Progressivement, la "modération salariale" prônée en dans les pays capitalistes

les plus développés, s'est orientée, ces deux dernières années, vers un appauvrissement absolu, retrouvant la tendance qui affecte déjà, de longue date, la situation de la majorité de la population du globe.

Tout laisse à penser qu'à partir de ces dernières années, la digue a commencé à se rompre. Les personnes en sont conscientes : quand on fait des enquêtes à ce sujet, on voit nettement grandir l'inquiétude de chacun de basculer dans la pauvreté.

Quand on monte en parallèle le processus de flambée exceptionnelle du capital et du profit et celui d'une tendance de fond à l'appauvrissement, d'abord relatif, puis absolu, on voit se dessiner le choc qui s'est produit, fin 2007 et en 2008 : le capital a étouffé, par sa masse énorme et son avidité, la base qui lui est nécessaire, à la fois pour engendrer un profit durable, ancré dans l'usage de la main d'œuvre salariée, et pour soutenir la demande solvable. Le choc a été et est d'une grande brutalité. Il s'est créé une énorme disproportion entre la masse énorme des capitaux demandant des taux élevés de rentabilité (dont une large partie n'était plus que des capitaux financiers) et les possibilités de plus en plus limitées de travail et de rémunération des salariés, à l'échelle mondiale.

La forte croissance des pays émergents (Chine, Brésil, Russie, Inde) n'a fait que différer le clash. Ces pays sont désormais rattrapés par l'ébranlement que nous connaissons.

Le reste : la forte montée de l'endettement des "ménages" pour tenter de maintenir leur niveau de vie, la crise des subprimes, la chute de la demande, etc., ne sont que la conséquence logique de ce choc.

La rencontre avec la crise écologique.

L'ébranlement actuel du capitalisme englobe une autre dimension incontournable : la gravité de la crise écologique et l'urgence qu'il y a à y faire face.

Cette crise se développe selon une double modalité :

- les systèmes de production capitalistes ont été développés, depuis plus de deux siècles, sur une exploitation intensive de la Nature, considérée comme pure ressource : exploitation des matières

premières, de l'énergie, des terres, des forêts, etc. Non seulement ces ressources s'épuisent, deviennent et deviendront de plus en plus chères, attisant la crise économique, mais rien n'a été fait pour qu'elles puissent se renouveler. Plus grave encore : l'exploitation intensive et massive de ces ressources, sur longue durée, a généré la détérioration du climat, des eaux, des terres que l'on connaît actuellement.

• On a "défié", pour écouler les marchandises nécessaires à la réalisation des profits, la "consommation". Consommer toujours plus, avec un renouvellement rapide des produits pour alimenter ce désir ! Or la consommation n'est pas autre chose qu'une destruction rapide de biens produits pour... relancer la machine économique, la machine à produire du profit ! Actuellement, nous assistons, du fait de l'appauvrissement des populations mondiales, à une nette chute de la consommation. Mais que nous disent les gouvernements et dirigeants d'entreprise ? Qu'il faudrait la relancer telle qu'elle, et, comme ils ne veulent pas céder sur le niveau des salaires –c'est devenu un sujet tabou-, c'est à l'Etat, à travers des "grands travaux" et des "primes" à l'achat de biens, de financer cette relance !

Bref : on relance la crise écologique, sans rien modifier à la dimension sociale de la crise économique ! On perd sur les deux tableaux à la fois.

Quelques pistes de solution.

Proposer des solutions à l'ébranlement du capitalisme est en lui-même un vaste sujet.

Nous nous contenterons de poser des jalons :

- La gravité de la situation est telle qu'il faut proposer des politiques applicables immédiatement, au sein du capitalisme actuel, tout en ouvrant sur une perspective post-capitaliste,
- Il faut des propositions aptes à être portées par une forte mobilisation. Les gouvernants actuels ne changeront pas sans être soumis à un rapport de force.

Le redressement des revenus salariaux.

Faire face à l'appauvrissement et modifier en profondeur et durablement le rapport entre profit et salaires est un impératif incontournable. Rappelons que font partie du salariat, non seulement les salariés actifs, mais les chômeurs, les retraités et

la jeunesse qui se prépare à entrer sur le marché du travail. Rappelons que le salaire n'est pas uniquement constitué par le salaire direct, mais aussi par le salaire socialisé, par la redistribution associée à toutes les formes de prestations sociales, en revenu et en nature. Le redressement des revenus salariaux est donc un chantier énorme, multiforme, mais d'autant plus urgent. Il doit faire l'objet d'une seule et même politique pour en garantir la cohérence.

La promotion de la valeur d'usage et la sortie de la consommation.

Redresser durablement le revenu des salariés ne peut pas signifier une relance de la consommation, sauf à retomber dans les errements du passé. Il convient de considérer désormais les projets de développement de la production, matérielle ou servicielle, non pas sous l'angle de "produits à consommer", mais sous l'angle de biens et services améliorant positivement, sur le plan social et écologique, les conditions du vivre commun et individuel. Bref : non pas produire pour produire, mais produire pour améliorer la qualité de la vie sous tous ses aspects, et cela ne peut pas se faire sans délibération démocratique, associant producteurs (comme travailleurs et citoyens), usagers et Etat.

L'ouverture sur le dépassement du salariat.

Nous voyons à de nombreux signes que la condition salariale, donc la soumission à un employeur pour avoir un emploi et un revenu, est devenue un cadre dépassé, désuet.

Cela comporte nombre d'aspects, en particulier :

- Reprendre la réflexion et la mise en œuvre d'un revenu universel d'existence, déconnecté de la détention d'un emploi salarié, quitte à préciser les contributions, sous des formes potentiellement très diverses, que tout un chacun peut apporter à la vie en société, dans des conditions écologiquement saines (et ce ne sont pas les activités à développer qui manquent!)
- Développer largement les contrats de travail semblables au modèle des intermittents du spectacle (avant qu'il ne soit attaqué), permettant d'assurer la continuité du versement d'un revenu, tout en alternant les périodes de «travail» au sens classique du terme et celles de ressourcements personnels libres dans la formation, la création, la culture, la connaissance...

- Enfin garantir des formes d'emplois publics, décentralisés, dans lesquels les personnes s'investissent, non pas principalement pour «gagner leur vie», mais pour manifester leur sens de la générosité envers autrui et leur contribution au bien être collectif.

Vers l'autogouvernement.

Ces orientations ne peuvent être promues que si l'on commence à modifier les structures de la propriété et du pouvoir. Que si l'on commence, à travers des débats démocratiques, orientés vers des prises de décision concrètes et rapides, à promouvoir la faculté de chacun et de tous d'être organisateurs et décideurs de choix décentralisés, tant en matière de production que d'usages des biens et services. Il n'existe pas de contradiction, mais simplement une exigence, à replacer ces choix décentralisés dans une vision mondiale (ce qui, au plan écologique, sur le plan de la solidarité avec les plus pauvres et sur le plan de l'ouverture à l'apport des autres cultures, est une exigence incontournable). ■

Philippe ZARIFIAN

Démontag

« La finance ressuscite à intervalles réguliers le rêve de vaincre sa pesanteur à elle : gagner plus à risque constant, ou risquer moins à rentabilité égale. »

Le propos de l'auteur est centré sur la crise financière et la nécessaire confrontation à la technique « la critique radicale est d'emblée préjugée illégitime quand bien même les événements ne cessent de lui donner raison. Surmonter cet obstacle exige de l'analyse critique qu'elle ne le cède en rien dans la technicité, alors que ce registre menace de l'éloigner de ceux à qui elle voudrait s'adresser en priorité.»

Et cet usage de la technique prépare son propre dépassement et « n'est pas autre chose que le prix à payer pour mieux accéder à un discours politique. »

Avec brio et humour léroce, Frédéric Lordon analyse en détail les mécanismes et les ingrédients de l'aveuglement de « la concurrence et la cupidité », le « fléau de l'innovation financière », « les effets catalytiques du moment de vérité » sans oublier « L'Etat, sauveur pris en otage ».

Un par un, l'auteur démonte les mécanos financiers, décrypte les produits élaborés par les rapaces modernes, montre l'insanité de la titrisation itérative comme parade clowns-

La notion d'empreinte écologique, et ses conséquences

Réunion de la commission écologie du samedi 13 décembre. Pierre-Yves rapporte une discussion autour d'un texte sur l'écologie, avec des militant-e-s de son groupe local du Nord.

« Il y avait des termes un peu compliqués, qui n'ont pas été bien compris... »

- Ah bon, des termes compliqués ? Tu es sûr ?

- Ben oui, attends, euh... Ah voilà : **empreinte écologique**. Ca, ils n'ont pas compris.

- Ah bon, ah... Je vais écrire un article, alors ! ».

L'empreinte écologique. C'est un concept qui est d'abord intuitif. Nos comportements de tous les jours, notre façon d'habiter, de nous déplacer, de manger... Ne laissent pas notre environnement insensible. Ils y impriment une « empreinte », parfois indélébile. Cette empreinte est plus ou moins lourde, selon qu'on vive à New York ou à Calcutta, et selon qu'on se fiche de notre planète comme d'une guigne, ou bien qu'on fasse attention à ne pas trop l'écraser : chut, attention, c'est fragile...

L'empreinte écologique est donc un nombre, qu'on rapporte à une personne, à une ville ou à un pays. Plus ce nombre est important, plus le mode de vie en question est nocif pour la planète. Cet outil a été développé au début des années 1990 dans une thèse de doctorat canadienne, puis popularisé par des associations comme le WWF. Quelques précisions.

e de mécano

que au risque et facteur principal de sa généralisation, les fausses promesses des dérivés de crédit, le mensonge collectif sur liquidité permanente, le crédit aux ménages comme drogue dure occultant la baisse de la part des salaires dans le partage des richesses, etc.

A juste titre, l'auteur en déduit qu'il faut « tout changer ! »

Les propositions avancées en fin d'ouvrage me semblent plus discutables. Sans nier leur pertinence, il me semble que les réponses devraient être articulées aux propositions sociales et politiques qui tentent de répondre à la crise systémique du mode de production capitaliste.

Quoiqu'il en soit, le livre de Frédéric Lordon est une œuvre salutaire et plus que nécessaire pour comprendre les mécanismes de la pagaille actuelle. Loin des discours convenus, avec une grande pédagogie, l'auteur nous permet d'accéder au concret derrière les brumes, les fantasmes et le délabrement de la pensée néolibérale.

« La déréglementation financière du milieu des années 1980 restera au total comme un cas d'école de l'ignorance crasse des enseignements de l'histoire et de la théorie économique la plus éclairée. » ■

Didier EPSZTAJN

**Frédéric Lordon : jusqu'à quand ?
Pour en finir avec les crises financières
Raisons d'agir, Paris 2008, 220 pages, 10 euros**

Wikipedia nous apprend que « l'empreinte écologique quantifie pour un individu ou une population la surface bioproductive nécessaire pour produire les principales ressources consommées par cette population et pour absorber ses déchets ». Ce qui signifie plusieurs choses :

- tout d'abord cette empreinte s'exprime en surface. Souvent en hectares, mais aussi parfois

en « terrains de foot » pour être plus parlante. Il s'agit d'un concept virtuel, puisque notre mode de vie nécessite, à l'ère de la mondialisation, des surfaces réparties un peu partout sur la Terre. L'empreinte écologique les agrège dans le cadre d'une fiction, dans laquelle toutes ces surfaces seraient rassemblées quelque part, autour de nous. Les zones agricoles pour produire notre

CONSOMMER RESPONSABLE: UN ACTE POLITIQUE

Dans le précédent numéro de Rouge et Vert, nous évoquions la nécessité (rappelée lors du dernier congrès des Alternatifs) d'inventer- ou de développer- des formes d'action nouvelles pour rendre efficace le militantisme écologique.

Chacun s'accorde à penser qu'il est urgent de prendre les bonnes décisions. Mais l'urgence ne peut se satisfaire de discours ou de revendications. Elle impose à chacun-e d'entre nous de mettre en cohérence ses actes et ses propos. C'est le premier principe de l'éco-citoyenneté.

Sur un autre plan, l'urgence nous impose de penser autrement. Face à l'hyperspécialisation mise à la mode au siècle dernier et qui a fait tant de dégâts dans tous les domaines (notamment la santé et l'environnement), il est nécessaire de penser globalement, par une inter-pénétration des différentes disciplines, qu'il s'agisse des sciences humaines, de l'art ou de l'économie.

Cette méthode mise en pratique pour gérer la forêt a été présentée en octobre 2007 lors du colloque « Biodiversité, naturalité, humanité » à Chambéry. Il y a été démontré que c'est l'interrogation sur le rapport entre l'Homme et la nature - question philosophique - qui a permis la mise en avant du concept de naturalité, lequel aboutit à une conception écologique de la gestion de la forêt, permettant le maintien de la biodiversité.

Penser globalement est le deuxième principe de l'éco-citoyenneté.

Enfin, pour que chaque citoyen agisse avec efficacité dans son comportement de consommateur et

exerce son pouvoir d'interpellation auprès des institutions et des entreprises, il faut qu'il ait en mains les outils nécessaires.

Face au matraquage publicitaire qui crée dès la naissance des conditionnements propices à une consommation de produits parfois dangereux ou inutiles et souvent périmés quelques mois après leur lancement, il est indispensable de mettre en place un front de résistance collective apportant des informations honnêtes et permettant une véritable éducation populaire et responsable.

Certaines associations jouent déjà ce rôle, mais de façon trop modeste pour l'instant. Il faut que cette forme de militantisme écologiste et consumériste se développe localement et au niveau international.

Vivre et consommer de façon responsable est dans le contexte actuel un acte politique. C'est la somme des actions individuelles, relayée par de nouveaux modes d'organisation démocratique autogestionnaire, qui peut enclencher concrètement la remise en cause de l'économie néolibérale. ■

Bernard CARON

A TITRE D'EXEMPLE:

Dans sa lettre d'information de janvier, le WWF rappelle que l'huile de palme est présente dans 1 produit sur 10 de grande consommation (aliments, cosmétiques) Or, une grande partie de cette huile est produite en détruisant les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est.

Une pétition est lancée pour faire cesser les approvisionnements auprès des producteurs responsables de la déforestation (www.protege-laforet.com)

nourriture, mais aussi les forêts pour absorber nos émissions de gaz à effet de serre...

- cet indicateur convertit en une même unité (de surface) des impacts de nature très différente sur l'environnement : des ponctions de ressources non renouvelables, des usages de terres agricoles et d'eau, des productions de déchets liées aux consommations diverses. Ce qui implique sans doute des approximations de calcul, mais dans le même temps une grande praticité d'usage, et quelques avantages notables dans une perspective d'écologie radicale et solidaire.

Premièrement, l'empreinte écologique permet de rendre compte du poids respectif de nos divers comportements. Elle met l'accent sur ce qui est important, à la différence des listes de « petits gestes » transmises par les diverses agences d'éducation à l'environnement, qui citent sans distinction des gestes très lourds (prendre l'avion...) et d'autres moins significatifs (utiliser des sacs plastiques), témoignant ainsi de leur refus de mettre en cause des pratiques liées à certains intérêts industriels.

Deuxièmement, l'empreinte écologique met en évidence la limitation de notre environnement physique, puisqu'elle associe systématiquement un indicateur individuel (« votre empreinte écologique est de 2,4 hectares ») à une extrapolation planétaire (« si chaque personne sur terre vivait comme vous il faudrait 1,33 planète pour subvenir à nos besoins »). Dans une perspective opposée à celle du « développement durable » ou de la « croissance verte », elle montre de manière irréfutable que nos excès d'ici pèsent très lourd là-bas ! Quand nous (les pays riches) nous sommes approprié une grande partie de la surface de la Terre pour entretenir nos habitudes de consommation, il ne reste plus grand-chose pour les pays pauvres, qui n'ont plus qu'à récupérer les miettes, ou bien... Chercher de nouvelles surfaces sur la planète Mars ?

Cet outil met en évidence le poids des surfaces et des ressources que nous utilisons, d'un bout à l'autre de la chaîne de production, pour répondre à nos désirs. Il fait porter la responsabilité aux consommateurs des produits, et non à leurs producteurs comme c'est le cas avec les estimateurs utilisés dans les négociations de l'ONU sur le changement climatique (dans le système des permis d'émissions négociables, pour un produit fabriqué en Chine et consommé en France, c'est la Chine qui doit assumer les conséquences).

Concrètement, il est possible de calculer son empreinte écologique sur un certain nombre de sites Internet, où on doit répondre à toute une série de questions qui entrent dans les catégories : « comment se nourrit-on ? » ; « comment habite-t-on ? » ; « comment se déplace-t-on ? ».

Par exemple, www.wwf.fr; www.agir21.org.

Pour moi, cet instrument et les calculs qu'il permet sont irréfutables dans la démonstration que nous devons réduire (décroître, d'aucuns diraient...) notre poids sur la planète, parce que si nous refusons de le faire, de deux choses l'une :

- ou bien notre mode de vie pèse lourdement sur les habitant-e-s de la Terre moins fortuné-e-s que nous, qui n'ont pas les choix que nous avons.

- Ou bien il contribue à épuiser les écosystèmes terrestres, et alors, nous préparons à celles et ceux qui viendront après nous un cadre de vie peu réjouissant.

Il me semble évident que doivent être mises en place des infrastructures et des services permettant une réduction collective de l'empreinte écologique ; bien entendu, le changement individuel ne saurait être la panacée. Mais refuser de repenser notre mode de vie et d'accepter la notion de limites, au nom d'un rejet du malthusianisme, c'est tout simplement irresponsable.

Une réelle prise en charge d'indicateurs quantitatifs comme l'empreinte écologique pourrait bousculer la politique internationale autour de l'environnement. Actuellement, le système financier autour du climat, dans l'application du Protocole de Kyoto, qui brouille notre compréhension des choses avec tous ses « mécanismes de flexibilité » comme les permis d'émission, les « MOC¹ » et les « MDP² », a pour but de maintenir l'excessivité des modes de vie des pays riches en reportant à l'étranger les réductions des émissions de gaz à effet de serre. C'est un système qui est injuste, puisqu'il ne fait pas peser sur les responsables du changement climatique les nécessaires remises en question, et qui est particulièrement inefficace puisqu'il ne s'attaque pas aux causes du problème mais cherche à les contourner³.

Une politique écologique responsable consisterait à prendre au sérieux les limites physiques de l'environnement, et à élaborer un modèle de société qui soit compatible avec ces limites. Actuellement, c'est plutôt le contraire qui se passe ! On décide qu'il faut subventionner l'industrie automobile et que la croissance est un objectif primordial, puis on observe, impuissants, les effets délétères de ces politiques. L'enjeu est très grave et sans doute assez angoissant, mais il s'impose à nous, et nous devons le prendre au sérieux. ■

Elodie VIEILLE BLANCHARD

(Un débat sur le sujet est possible sur le blog d'Elodie : <http://altersociete.over-blog.com>)

Quelques chiffres

L'empreinte écologique moyenne en Europe est de 5 hectares par personne, et si tout le monde vivait comme les Européen-ne-s, il faudrait près de 3 planètes pour satisfaire aux besoins du monde !

Aux Etats-Unis, elle est du double.

Quelques conseils donnés sur le site du WWF (à titre comparatif)

- Consommer des fruits et légumes locaux plutôt qu'importés : économie de 210m² sur l'empreinte écologique.

- Placer un autocollant « stop pub » sur sa boîte aux lettres : économie de 710m².

- Remplacer trois fois par semaine de la viande par un substitut végétarien : économie de 2400m².

- Remplacer une fois tous les deux ans des vacances lointaines en avion par un voyage plus proche en train ou en voiture : économie de 2100m².

¹ Mise en Œuvre Conjointe. Lorsque les pays riches, signataires du Protocole de Kyoto, investissent dans d'autres pays signataires, « moins avancés industriellement » (comme les pays de l'Est), pour rénover des infrastructures, ce qui leur redonne des quotas d'émission.

² Mécanisme de Développement Propre. Même principe, sauf que l'investissement se fait dans des pays non signataires du Protocole de Kyoto.

³ A ce sujet, lire *Le climat otage de la finance*, d'Aurélien Bernier, Mille et une nuits, 2008.

Rassemblement de transformation écologiste et sociale

Déclaration d'Avignon du 11 janvier 2009

Quatre-vingts personnes¹ se sont réunies à Avignon dans le prolongement de la rencontre des écologistes "radicaux" qui s'est tenue à Miremont fin août 2008.

Le groupe a poursuivi et approfondi les réflexions relatives aux modes de développement pour une transformation sociale, écologiste, altermondialiste de notre société dans un contexte où la crise économique a pris une ampleur inquiétante et présage des plans de licenciements massifs dans les mois qui viennent. Ils participeront aux mobilisations du 17 janvier (lycéens) et du 29 janvier.

Nous avons réaffirmé notre volonté de nous battre jusqu'à la mise en œuvre d'un véritable droit au revenu pour tous et déploré les atteintes aux libertés et à la démocratie (Tarnac, DAL, fichiers, justice, lois anti-immigrés ...).

Quatre thématiques ont été plus précisément abordées : les transports, l'énergie, le travail et l'agriculture qui vont faire l'objet d'une finalisation avec les autres parties prenantes du processus dit "de Miremont". Ces thématiques (disponibles sur <http://wiki.ekolo.org/>) seront approfondies par les ateliers précédemment constitués.

Nous réaffirmons notre volonté de peser dans/sur les initiatives de recomposition de la gauche alternative et de rupture avec le capitalisme et le productivisme.

Nous avons participé aux manifestations pour l'arrêt des massacres en Palestine et l'établissement d'une paix juste et durable.

Les participants ont décidé d'une nouvelle rencontre à l'occasion du camp européen sur le climat début août 2009 à Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) pour préparer la réunion sur le climat de Copenhague

11 membres des 9 composantes du rassemblement [Alter Ekolo, les Alternatifs, Écologie solidaire, le Mai (Altermondialistes), les Objecteurs de croissance, Utopia, la ZEP (Zone d'écologie populaire), RESEDA (Réseau Ecologie Sociale, Démocratie Alternative), SEL (Solidaires, Écologistes et Libertaires)] ou membres du NPA, du PG, de l'association des Communistes Unitaires, de la Fédération, des CUAL.

POLITIS

POITOU

Une réunion de l'appel Politis

Samedi 17 janvier, une quarantaine de personnes, issues des 4 départements de Poitou Charente, se sont rencontrées à Niort, autour de l'appel de Politis.

« C'est à la refondation d'une politique d'émancipation qu'il importe de s'atteler, ont insisté les participant-e-s, face à un capitalisme qui se fait toujours plus prédateur, générateur de violences et d'injustices. »

Citoyennes et citoyens, militantEs politiques ou syndicaux, acteurs du mouvement social et culturel, nous voulons dès à présent agir de façon coordonnée.

Il s'agit de construire un cadre permanent qui nous permette, ensemble, nationalement et localement, de réfléchir aux moyens d'une vraie réponse politique aux attaques de la droite et du MEDEF, et d'aborder les grands rendez-vous qui s'annoncent.

Parmi ceux-ci, la question des élections européennes est une étape décisive pour remettre en cause cette Europe libérale et de construire autrement l'Europe, avec les Européens, et surtout pour eux.

Ces élections doivent être l'occasion de proposer ensemble un projet nous libérant d'une logique capitaliste qui sacrifie les intérêts de la grande majorité de la population et l'avenir de la planète pour permettre à une petite minorité d'accumuler le maximum de profits. Un projet d'Europe sociale, écologiste, démocratique et de paix, c'est-à-dire de coopération et non de concurrence entre les peuples, en Europe comme dans le monde, avec les changements des institutions et des traités internationaux que cela implique. Nous disposons pour cela de toutes les propositions crédibles et réalisables élaborées en commun ces dernières années. Les campagnes contre le TCE ou le Traité de Lisbonne l'ont montré: il est possible de mener ensemble une grande campagne de mobilisation, d'éducation populaire, de débats, riches de notre diversité, en lien avec les luttes et dans le prolongement des dyna-

miques altermondialistes.

Cela, alors qu'au sein du Parti socialiste dominant les forces favorables au Traité de Lisbonne et à l'Europe libérale, dont la crise montre la nocivité et l'échec.

Pour sortir de cette impasse et rendre possibles d'autres choix, nous appelons toutes les forces de la gauche de transformation sociale et écologiste à faire front commun

C'est pourquoi nous nous adressons au Parti communiste, au Parti de gauche, aux Alternatifs, à la LCR-NPA, aux écologistes, à la Fédération, en construction :

tout doit être mis en œuvre pour des listes unitaires de la gauche antilibérale voient le jour dès que possible. C'est à cette condition qu'une mobilisation citoyenne forte pourra se concrétiser.

A l'issue de la rencontre, un collectif d'animation a été désigné, comprenant deux représentantEs par département. Une nouvelle rencontre régionale aura lieu le samedi 14 mars, dans la perspective des Assises du changement, prévues à Paris le 28 mars.

Par ailleurs, une rencontre régionale de la Fédération aura lieu le samedi 31 janvier, précédée de réunions départementales (le lundi 26 janvier, pour la Vienne. ■

Bruno RIONDET

OUI, JE M'ABONNE!

Pour que vive la presse autogestionnaire, pour nous donner les moyens de la développer abonnez-vous, réabonnez-vous à Rouge&Vert*



Fédérons-nous maintenant

Le vendredi 6 février aura lieu à Montreuil le premier meeting de la Fédération, nous publions le texte du tract d'appel (le samedi 7 février, aura lieu la première rencontre militante dans les locaux de l'Université Paris VIII, métro Saint Denis Université).

Fédérons-nous maintenant !

For t-e-s de nos différences, pour une alternative sociale et écologique.

Face à Sarkozy et aux urgences sociales, écologiques et démocratiques, nous sommes nombreux à résister. Mais nous en faisons l'expérience depuis des années, résister contre la casse des services publics et des droits sociaux, contre les suppressions de postes dans le privé et dans le public, agir contre les lois liberticides ne suffit pas. Après avoir affirmé qu'il n'est plus possible de payer les retraites et la sécurité sociale, Sarkozy a débloqué des centaines de milliards pour financer la faillite du capitalisme. Les moyens qui existent pour sauver les profits des actionnaires ou pour le bouclier fiscal ne pourraient-ils pas changer le quotidien du plus grand nombre ? Le président directeur général de la France promet maintenant « du sang et des larmes »,

du chômage et de la précarité : la poursuite de la fuite en avant libérale et de la course au profit, avec laquelle les sociaux-libéraux ne proposent aucune rupture.

Cela veut dire aussi laisser libre court au gaspillage effréné des ressources de la planète, alors que les illusions du « capitalisme vert » ne peuvent masquer que l'humanité est menacée. Et cela veut dire de plus en plus réprimer ici les mouvements sociaux pour interdire de construire un avenir moins déraisonnable, et ailleurs soutenir des guerres sans fin.

Un autre horizon est possible, ici et maintenant.

Nous agissons pour les droits fondamentaux - école, emploi, logement, santé, culture...

Nous agissons pour pour la préservation de la planète, face à un mode

de développement inégalitaire et destructeur.

Nous agissons pour pour l'émancipation des femmes et des hommes, contre toutes les discriminations et pour l'égalité, contre toutes les dominations et pour les libertés,

Nous agissons pour contre la compétition qui dresse les individus et les Etats les uns contre les autres, pour une coopération respectueuse des peuples, refusant tout impérialisme ou colonialisme, et en faveur d'une paix juste et durable dans le monde.

Elaborer un nouveau projet, construire une alternative, transformer les manières de faire de la politique, construire dans la rue et dans les urnes la convergence durable de toute la gauche de gauche - par exemple à l'occasion des prochaines élections européennes - sont nos défis.

Ecologistes, autogestionnaires, communistes, féministes, militants des cités populaires, altermondialistes, syndicalistes, militants associatifs et de réseaux citoyens... nous sommes des citoyen-ne-s et des forces qui veulent ensemble et avec d'autres faire exister une force politique nouvelle, rendant possible une transformation sociale et écologique. Pour commencer maintenant à dépasser l'éparpillement actuel de la gauche de gauche, nous voulons contribuer dans la durée à inventer une autre culture politique.

Avec la participation d'associations et de réseaux de lutte, nous vous invitons à un rendez-vous solidaire et festif

« Pour en finir avec leur crise, fédérons nos forces ! »

vendredi 6 février de 18 h à 23 h

au Palais des congrès de Montreuil

128 rue de Paris, métro Robespierre <http://lafederation.org>

Parmi les premières forces à se rassembler dans la Fédération : l'ADS (Alternative, démocratie, socialisme), les Alter-ekolo, les Alternatifs, l'Association des communistes unitaires (ACU), la Coordination nationale des collectifs unitaires (CNCU), Ecologie solidaire et le Mai, des milliers de militant-e-s, de citoyen-ne-s.

Les derniers communiqués des Alternatifs, les liens vers les groupes locaux, notre presse locale, les archives du journal, des affiches, des tracts, des autocollants et des vidéos ...



Retrouvez toutes ces infos sur le site des Alternatifs : <http://www.alternatifs.org/>

Ça chauffe en Lettonie

La crise sociale s'étend en Lettonie. De nombreux salariés, en particulier dans le public, ont vu leur salaire diminuer au premier janvier (Le salaire est composé d'un fixe et d'une partie variable, ce qui permet de... faire varier les salaires). Le chômage gagne du terrain. Beaucoup de Lettons ont contracté des crédits (.. à taux variable), ce qui pourrait s'avérer catastrophique à court terme.

Un gros rassemblement – 10 000, là-bas c'est énorme - a eu lieu au centre de Riga mardi 12 janvier, demandant la démission du gouvernement et de nouvelles élections législatives. Une foule de tous âges, et un rassemblement dans le calme, mais la dispersion a vu quelques centaines de jeunes se diriger vers le bâtiment du Parlement distant de quelques centaines de mètres. Le ton a monté, des vitrines et quelques voitures ont été saccagées, des pavés ont volé sur les policiers et le Parlement. La police militarisée après un visible retard à l'allumage a pu montrer un talent que les Lettons soupçonnaient peu. Bilan : des dégâts matériels donc, des blessés surtout chez les manifestants et les journalistes - un adolescent a perdu un oeil - et une centaine d'arrestations.

Les Lettons ne sont pas habitués au mouvement social – et encore moins à l'émeute. Les manifs y sont extrêmement rares. Enfin ces dernières années il y en a quand même eu disons une par an ou deux ans.

Il s'agit de la même chambre parlementaire et de la même coalition de centre droit qui avaient suscité des manifs énormes il y a un an et demi, suite à un scandale politico-financier. Il n'y avait pas eu de démission du premier ministre sur le moment, mais il avait été mis en minorité sur le budget et avait dû démissionner trois mois plus tard.

La revendication très légitime de dissolution de l'assemblée avait débouché sur un vague projet de réforme qui prévoyait des modalités assez limitées de dissolution d'initiative populaire. Malheureusement, le projet a été soumis à référendum... début août. Le vote en faveur de la réforme a été écrasant, mais la participation légèrement inférieure à 50%. Référendum invalidé. Au passage le premier ministre et le président de l'assemblée avaient appelé à l'abstention. Pas fous.

Cette fois-ci, la crise semble susciter un fort mécontentement. Sur les photos du rassemblement pacifique, on voit des drapeaux de partis de gauche, mais aussi des drapeaux nationaux et des slogans plus ou moins nationalistes. Les Lettons sont très peu politisés - héritage d'années à se taire impuissant-, le nationalisme tient souvent lieu de conscience politique. Mais la gauche a aussi gagné des points aux dernières élections et la crise peut amener des prises de conscience.

Le Président, qui n'a qu'un rôle symbolique a essayé de reprendre la main après ces événements en lançant un ultimatum à trois mois au Parlement et en menaçant de provoquer un réfé-

rendum sur la dissolution. L'émeute a rendu le ministère de l'intérieur fébrile et il semble qu'il sera plus difficile d'organiser de nouvelles manifestations.

A suivre... ■

Pascal JOUVRET

Et aussi à Vilnius !

Le 16 janvier, des événements similaires ont eu lieu dans le pays voisin, en Lituanie. Après une manifestation syndicale assez massive selon les critères locaux – 7 000 personnes – et sans heurts, des jeunes radicalisés ont jeté des pavés sur leur Parlement et dans les alentours.

communiqué de presse des Alternatifs 06 :

Nice "sécurisée ?"

Les Alternatifs des Alpes-Maritimes se réjouissent qu'à Nice, samedi 17 janvier, malgré l'interdiction préfectorale de manifester pour l'arrêt de l'agression israélienne à Gaza, malgré l'impressionnante force policière sur le pied de guerre, un rassemblement pacifique d'une soixantaine de personnes représentatives de la diversité de la solidarité avec le peuple palestinien a pu se tenir à l'heure et sur le lieu prévu, quai des États-Unis.

D'autre part, et malgré les insupportables contrôles au faciès, avec fouille au corps et prise de photos, qui se sont déroulés tout l'après-midi dans le centre-ville, 400 à 500 jeunes ont réussi à manifester brièvement sur l'avenue et sur la place Masséna, avant qu'une partie d'entre-eux commettent les dégradations montées en épingle par la presse et la droite locale.

Les Alternatifs des Alpes-Maritimes constatent qu'il est ainsi démontré que ce n'est pas suite à une supposée «incapacité» du service d'ordre des organisateurs de la grande manifestation du samedi précédent que peuvent être imputables les incidents du centre-ville, mais bien plutôt aux frustrations engendrées par les interdictions qui veulent empêcher toute légitime expression publique!

Les Alternatifs des Alpes-Maritimes condamnent les restrictions au droit à cette expression : trajets de manifestation éloignés des quartiers centraux, quand ce n'est pas interdiction totale de manifester ; interdiction de tenir même une simple conférence de presse.

Les Alternatifs des Alpes-Maritimes dénoncent la campagne de presse faisant monter la tension tout au long de la semaine.

Les Alternatifs des Alpes-Maritimes dénoncent les déclarations des leaders politiques de la droite locale souhaitant l'interdiction totale des manifestations, la suppression des allocations familiales aux parents d'enfants identifiés comme «casseurs» et lançant des injonctions à la Justice quant aux peines à infliger!

Ce n'est pas en accumulant frustrations, humiliations, provocations et menaces que l'on crée les conditions du vivre ensemble.» ■

Pour la coordination
départementale des Alternatifs
Bruno Della Sudda,
porte-parole départemental
Nice, le 19 janvier 2009



ÉDITO

LE 29 JANVIER, ET LA SUITE...

Les colères et résistances sociales grandissent mais peinent à converger, face à un pouvoir cultivant toujours plus les tentatives de division des couches populaires et l'autoritarisme, et à un patronat bien décidé à nous faire payer l'addition de la crise du capitalisme financiarisé.

La journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 29 janvier est donc une échéance essentielle pour construire le rapport de forces, donner confiance et aller plus loin.

Elle permet la jonction public-privé, et démontrera que cheminot-e-s, lycéen-ne-s, enseignant-e-s, salarié-e-s contraints au chômage technique et précaires ne sont pas isolés.

Elle est portée par un front intersyndical très large, condition majeure du succès. La grande grève à venir ne doit pas être sans lendemain : elle peut contribuer à ouvrir un nouveau cycle de luttes sociales.

Des millions de salarié-e-s en grève, la descente dans le rue de centaines de milliers de jeunes, chômeurs/ses et précaires, travailleurs/ses, péseront dans le sens de l'unité, de l'inscription des mobilisations dans la durée, de leur globalisation.

Il faut donc tout faire pour le succès des grèves et manifestations du 29 janvier...et préparer la suite. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Nous ne voulons pas de ce système, même "moralisé" !

Crise après crise, ce sont systématiquement les salarié-e-s, les précaires et l'ensemble des couches populaires qui payent la facture !

Aujourd'hui, ceux qui ont organisé le désordre et l'injustice prétendent moraliser le capitalisme tout en multipliant les cadeaux aux banques et aux spéculateurs.

Ni Sarkozy, ni l'Union Européenne, ni le patronat n'ont renoncé à ce qu'ils appellent des réformes mais qui ne sont que déconstruction des solidarités, des droits et des acquis sociaux. Les social-démocraties en France et en Europe avaient capitulé devant le capitalisme financiarisé, aujourd'hui elles ne présentent aucune alternative et se contentent de corrections limitées du système.

Nous ne sommes pas prêts à payer la crise financière au prix de la régression sociale, de la destruction écologique et de la restriction des libertés.

Dans beaucoup d'entreprises, les salarié-e-s luttent le dos au mur contre la précarisation et les licenciements.

La mobilisation se développe pour la défense des services publics.

Il s'agit aujourd'hui de passer de mobilisations partielles et défensives à un mouvement d'ensemble porteur d'alternatives.

- Réduction du temps de travail et redistribution des richesses,
- Mise hors marché de la santé, du logement, de l'éducation et de la culture,
- Renforcement et démocratisation des services publics,
- Passage à la gestion publique de l'eau, des transports et des biens collectifs,
- Appropriation sociale du système bancaire sous contrôle populaire,
- Soutien aux coopératives, reprise autogestionnaire des entreprises,
- Extension des droits de contrôle des salariés dans les entreprises, maintien du salaire et des droits sociaux des travailleurs/ses licencié-e-s ou au chômage technique,
- Politique énergétique basée sur les économies d'énergie, le refus du nucléaire, et le développement des énergies renouvelables,
- Plan global de développement des transports collectifs publics,
- Soutien à l'agriculture paysanne et biologique, aux circuits courts de distributions,
- Droit à la souveraineté alimentaire pour tous les peuples...

Ces mesures ne tomberont pas du ciel, elles nécessitent mobilisation sociale, unité, auto-organisation des luttes, convergence des forces de transformation démocratique, sociale et écologique. Les Alternatifs seront parties prenantes de l'ensemble de ces démarches. ■